

Echange de vues sur les aides nationales et européennes à la production porcine : transparence des montants et de leur impact sur le marché -

Présentation EEB

Introduction

1. Les aides aux bâtiments d'élevage (et autres aides pour la compétitivité)
2. Les démarches de qualité
3. Les critères environnementaux
4. Deux approches possibles

Conclusions

Introduction

Dans le contexte du dialogue civil, l'objectif de la présentation est de montrer que l'enjeu des aides et de leurs impacts est important, afin qu'il y ait une suite dans la réflexion et l'action.

- Cette présentation n'est pas un travail de bureau d'études,
- sur un thème que vous (professionnels) connaissez mieux que nous (ONG),
- mais amène quelques observations significatives et dérangeantes,
- avec une perspective et des objectifs différents
- mais aussi des objectifs partagés : l'emploi, dans des conditions décentes, la viabilité économique et la durabilité de l'agriculture

Quelle production doit disparaître ou rester ?

1. Les aides aux bâtiments d'élevage (et autres aides pour modernisation et compétitivité)

1.1. Les critères d'éligibilité et de sélection des projets sont complexes, les approches diverses. Exemples :

- que tout le monde puisse toucher l'aide maximale (large choix d'options)
- une réelle incitation à réorienter le système (exemple du Baden-Württemberg)
- produire « plus et mieux » (exemple Bretagne)
- des limites de taille des élevages aidés (Baden-Württemberg)
- produire de gros volumes de manière compétitive et agressive pour un profit financier (exemple Espagne)

Conclusion : les aides du FEADER sont un levier

- soit pour développer l'offre et favoriser les crises,
- soit pour répondre au problème par une réorientation.

1.2. Quant au bien-être animal:

Les normes minimales pour la protection des porcs ne sont pas respectées par des projets subventionnés.

Il n'y a pas d'incitation à anticiper et innover pour le bien-être animal (par exemple la mise-bas en liberté).

Les aides du FEADER ne font guère la différence : elles soutiennent le meilleur et pour le pire.

Les aides d'Etat pour la soi-disant « mise aux normes des truies » n'avaient pas exigé le respect des normes minimales et il n'y a eu aucune incitation en faveur de techniques plus respectueuses des animaux.

Conclusion : absence de signal donné par les aides (sauf exception). L'opportunité d'un levier bénéfique n'est pas saisie.

1.3. Quant à la transparence :

Il y a eu de gros efforts, grâce à la Commission, au niveau des procédures de validation des aides FEADER. Le résultat est complexe.

Il reste malgré les efforts

- un flou permettant de continuer à financer le pire,
- des décisions finales difficilement accessibles.

Conclusion : malgré des progrès, il semble rester un certain verrouillage en faveur du modèle dominant.

2. Les démarches de qualité

Diverses aides (FEADER, promotion...) privilégient les démarches dites de qualité. Mais des démarches très diverses sont éligibles :

- Des signes officiels de qualité cohérents: agriculture bio, plein air...
- Des signes officiels d'origine et de qualité incohérents : jambon de Bayonne, jambon de Parme, issus d'une production de masse standard
- Des signes de marketing régional pour une production de type standard, ou une certification (à cahier des charges confidentiel) qui garantissent des normes minimales (surtout sanitaires).
- Ou d'autres modes de marketing, par exemple nutritionnel (oméga3) ou « sans antibiotiques », pour une production de masse de type standard.

Conclusion : cette situation entretient la confusion.

Comment dès lors informer sur le juste prix pour une qualité cohérente au niveau de la ferme ?

3. Les critères environnementaux

- L'agro-écologie : plus d'autonomie en protéagineux, baisse des intrants, fabrication des aliments à la ferme.
- Le traitement des effluents et des émissions
- L'économie d'énergie
- La production d'énergie, en particulier méthanisation

C'est bien... mais la réduction des impacts environnementaux coûte très cher sans régler ni le problème économique d'une surproduction qui n'est pas rémunératrice, ni la destruction d'emplois, ni le gaspillage des ressources, ni le problème éthique (animaux : inconfort, cages, surfaces minimales, mutilations...).

Conclusion : Sous prétexte environnemental, et sans que soit posée la question du sens, le système porcin industriel s'attribue encore beaucoup d'argent public (décisions nationales et régionales).

4. Deux approches possibles :

→ Soit « segmentation du marché » :

- maintien du pire pour les gros volumes,
- soutien à de petites niches de marché pour la bonne conscience
 - bio
 - circuits courts, transformation à la fermemais la complexité des aides et contrôles et les retards de paiement peuvent être dissuasifs

Cette première option contribue à l'état de crise due à la surproduction à bas prix.

→ Soit « réorientation » du système (notre choix) :

- remettre en question et améliorer le système de production
- appliquer la réorientation aussi aux circuits longs
- tout en développant l'excellence, et les circuits courts

Cette option – à condition d'être cohérente et crédible – crée de la plus-value et permet de réduire les volumes (ce qui est inéluctable).

Conclusions

Le constat est que les aides continuent à conforter :

- la surproduction
 - la violence envers les animaux
 - la confusion dans l'information des citoyens (et des décideurs)
 - le gaspillage des ressources.
- Si quelques signaux intéressants apparaissent, ils restent aléatoires et insuffisants.
 - C'est l'objectif affiché de la « compétitivité » qui permet et qui induit les effets indésirables. La « compétitivité » devra être connectée au progrès social, environnemental et éthique.
 - Il serait utile de réaliser une étude qui analyse les impacts réels et potentiels des aides publiques, sans œillères quant aux questions du sens, de la durabilité et de l'éthique, et en intégrant des scénarios où la production céréalière ne sert pas d'abord aux productions animales intensives.